

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 24 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SMICTOM Centre Ouest (Gaël)

5 ter rue de Gaël
35290 ST MEEN LE GRAND

Références : UD 35/2022-676

Code AIOT : 0005515907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 GAEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 visant le respect de l'application du décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021 relatifs aux conditions d'élimination des déchets non dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 GAEL
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Il s'agit d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux située au lieu dit Le Point Clos sur la commune de Gaël.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installation du système vidéo
- Respect de la réglementation vis à vis du système vidéo
- surveillance de l'admission des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
5	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
10	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
12	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
3	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
6	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
7	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
8	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
9	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
11	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
13	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 1°	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 2°	/	Sans objet
15	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°	/	Sans objet
16	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif de vidéo surveillance des déchargements de déchets est bien mis en place. Il reste des points à mettre en place concernant notamment:

- le respect de l'information des personnes susceptibles d'être filmées,
- le principe de sécurité des données et de confidentialité des images
- l'information individuelle des salariés

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : L'exploitant a installé un système vidéo positionné sur un mat pour surveiller les déchargements aux niveaux des casiers en exploitation. Le système comprend plusieurs autres caméras permettant de suivre le véhicule depuis le pont-bascule jusqu'au quai de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin
Constats : Le dispositif permet d'identifier la plaque d'immatriculation du véhicule sur le pont à bascule et sur le quai de déchargement. Le couplage avec le logiciel d'enregistrement des pesées est en cours pour automatiser le suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, information/dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : «-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; «-la finalité du traitement installé ; «-la durée de conservation des images ; «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que «-la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.
Constats : Des panneaux signalant que le site est sous surveillance vidéo sont bien en place sur le site. Ces panneaux ne font pas apparaître les éléments demandés à l'article 1 III. L'IIC demande la pose de panneaux permettant le respect du principe d'information des personnes susceptibles d'être filmée fixé par l'art 13 du RGPD et l'art 104 de la loi relative à l'information.
Observations : L'identité et les coordonnées du responsable du traitement des données ; - Le cas échéant, les coordonnées du délégué à la protection des données (cf. IV-1) - Les finalités et la base juridique du traitement ; - La durée de conservation des données ; - Le droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, leur rectification ou leur effacement, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée; - Le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, information/dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>Constats : Un paragraphe spécifique informant que le site est placé sous vidéo surveillance a été introduit dans le contrat de travail des salariés de l'exploitant.</p> <p>L'IIC fait remarquer que la simple mention d'un système de vidéo surveillance ne respecte pas l'art 13 du RGPD et l'art 104 de la loi relative à l'information. Cette information doit porter sur l'ensemble des éléments relatifs à la vidéo surveillance prescrits par l'article D541-48-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'IIC demande que le paragraphe permette de justifier que l'ensemble des éléments ait bien été porté à la connaissance des salariés.</p>
<p>Observations : Ensemble des éléments devant être porté à la connaissance des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identité et les coordonnées du responsable du traitement des données ; - Le cas échéant, les coordonnées du délégué à la protection des données (cf. IV-1) - Les finalités et la base juridique du traitement ; - La durée de conservation des données ; - Le droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, leur rectification ou leur effacement, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée; - Le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, information/dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation</p> <p>Constats : L'exploitant intervenant sur la totalité de la chaîne n'est pas concerné par cette prescription pour le fonctionnement courant de l'exploitation.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il va inscrire la présence de la vidéo surveillance dans les documents d'informations qu'il transmet aux entreprises amenées à travailler sur le site notamment pour les travaux d'aménagements des casiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,
Constats : L'exploitant déclare avoir un contrat de maintenance avec l'entreprise qui a posé le système vidéo.
Observations : En cas de défaillance d'un appareil du système, le contrat ne précise pas la capacité du fournisseur à intervenir et à le changer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
Constats : Suite à une coupure d'électricité, le système vidéo n'a pas redémarré entre le vendredi 21 octobre 15h et le mardi 25 octobre 15h00. Le temps de résolution du problème est imputable à la recherche de la panne sur un système encore mal connu et à la fermeture du site durant le week-end.
Observations : L'exploitant précisera l'organisation retenue pour réduire au minimum les temps d'indisponibilité du dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Information / données
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
Constats : Chaque caméra est identifiée par un nom et l'ensemble des éléments demandés apparaît sur les enregistrements vus lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Information / données
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification
Constats : Il n'y a pas d'enregistrement sonore de mis en place. Les images ne sont pas anonymisées. L'exploitant va consulter son fournisseur pour la mise en place de l'option d'anonymisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conservation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : L'exploitant déclare que le serveur a été programmé pour effacer les données à fin de les conserver 1 an et fonctionne en année glissante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.
Constats : 4 personnes sont déclarées comme pouvant accéder aux données enregistrées. Elles peuvent le faire en se connectant avec ordinateur et un code sur le réseau interne du site. Lors de la visite, il a été constaté que l'ordinateur du chef de site reste ouvert durant toute la journée pour la surveillance en direct des opérations et qu'il était, ainsi, facile d'accéder aux données enregistrées. L'IIC demande que l'accès aux données soit mieux sécurisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 1°
Thème(s) : Actions nationales 2022, Types déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après: 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30% de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;
Constats : Le site n'accueille que les déchets issus du territoire du SMICTOM : bennes tout venant des déchetteries et reste des OM après traitement en UVO.
Observations : L'exploitant fait remarquer que le niveau de production de déchets par habitant est très bas et que la politique de gestion des déchets mise en place vise à continuer à la faire baisser.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 2°
Thème(s) : Actions nationales 2022, Types déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après: 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50% de biodéchets ;
Constats : Le site n'accueille que les déchets issus du territoire : bennes tout venant des déchetteries et reste des OM après traitement en UVO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°
Thème(s) : Actions nationales 2022, Procédure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
Constats : Le site n'accueille que les déchets issus du territoire : bennes tout venant des déchetteries et reste des OM après traitement en UVO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°
Thème(s) : Actions nationales 2022, Procédure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
Constats : L'exploitant déclare que si lors du déchargement, il est constaté une non-conformité des déchets déchargés, ceux-ci peuvent être mis de côté, à l'aide d'une pelle présente sur site, et renvoyés vers la filière appropriée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet